

**“PROJET DE DÉCLARATION DES DROITS
DU DÉFICIENT MENTAL**

“L'Assemblée générale,

“Consciente de l'engagement que les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ont pris, en vertu de la Charte, d'agir tant conjointement que séparément, en coopération avec l'Organisation, pour favoriser le relèvement des niveaux de vie, le plein emploi et des conditions de progrès et de développement dans l'ordre économique et social,

“Réaffirmant sa foi dans les droits de l'homme et les libertés fondamentales et dans les principes de paix, de dignité et de valeur de la personne humaine et de justice sociale proclamés dans la Charte,

“Rappelant les principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme, des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et de la Déclaration des droits de l'enfant et les normes de progrès social déjà énoncées dans les actes constitutifs, les conventions, les recommandations et les résolutions de l'Organisation internationale du Travail, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, de l'Organisation mondiale de la santé, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et d'autres organisations intéressées,

“Soulignant que la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social⁴⁹ a proclamé la nécessité de protéger les droits et d'assurer le bien-être et la réadaptation des handicapés physiques et mentaux,

“Ayant à l'esprit la nécessité d'aider les déficients mentaux à développer leurs aptitudes dans les domaines d'activités les plus divers, ainsi qu'à promouvoir, dans toute la mesure possible, leur intégration à une vie sociale normale,

“Consciente de ce que certains pays ne peuvent, au stade actuel de leur développement, consacrer à cette action que des efforts limités,

“Proclame la présente Déclaration des droits du déficient mental et demande qu'une action soit entreprise sur le plan national et international afin que cette déclaration constitue une base et une référence commune pour la protection de ces droits :

“1. Le déficient mental doit, dans toute la mesure possible, jouir des droits fondamentaux de l'homme au même titre que les autres êtres humains.

“2. Le déficient mental a droit aux soins médicaux et aux traitements physiques appropriés à son état, ainsi qu'à l'éducation, à l'instruction, à la formation, à la réadaptation et aux conseils qui l'aideront

⁴⁹ Voir résolution 2542 (XXIV) de l'Assemblée générale.

à développer au maximum ses capacités et ses aptitudes.

“3. Le déficient mental a droit à la sécurité économique et à un niveau de vie décent. Il a le droit, dans toute la mesure de ses possibilités, d'accomplir un travail productif ou d'exercer toute autre occupation utile.

“4. Lorsque cela est possible, le déficient mental doit vivre au sein de sa famille ou d'un foyer s'y substituant et participer à différentes formes de la vie communautaire. Le foyer où il vit doit être assisté. Si son placement en établissement spécialisé est nécessaire, le milieu et ses conditions de vie devront être aussi proches que possible de ceux de la vie normale.

“5. Le déficient mental doit pouvoir bénéficier d'une tutelle qualifiée lorsque cela est indispensable à la protection de sa personne et de ses biens.

“6. Le déficient mental doit être protégé contre toute exploitation, abus ou traitement dégradant. S'il est l'objet de poursuites judiciaires, il doit bénéficier d'une procédure régulière qui tienne pleinement compte de son degré de responsabilité eu égard à ses facultés mentales.

“7. Si, en raison de la gravité de leur handicap, certains déficients mentaux ne sont pas capables d'exercer effectivement l'ensemble de leurs droits, ou si une limitation de ces droits ou même leur suppression se révèle nécessaire, la procédure utilisée aux fins de cette limitation ou de cette suppression doit préserver légalement le déficient mental contre toute forme d'abus. Cette procédure devra être fondée sur une évaluation, par des experts qualifiés, de ses capacités sociales. Cette limitation ou suppression des droits sera soumise à des révisions périodiques et préservera un droit d'appel à des instances supérieures.”

*1771^e séance plénière,
21 mai 1971.*

**1586 (L). Rapport de la Commission
du développement social**

Le Conseil économique et social

Prend acte du rapport de la Commission du développement social sur sa vingt-deuxième session⁵⁰.

*1771^e séance plénière,
21 mai 1971.*

⁵⁰ Documents officiels du Conseil économique et social, cinquantième session, Supplément n° 3 (E/4984).

D é c i s i o n s

**Rapport de la Commission de statistique
(Point 7)**

A sa 1741^e séance, le 27 avril 1971, le Conseil :

a) A pris acte avec satisfaction du rapport de la Commission de statistique sur sa seizième session⁵¹;

b) A approuvé le programme de travail contenu dans ce rapport.

⁵¹ *Ibid.*, Supplément n° 2 (E/4938).

Création d'un centre des Nations Unies pour la documentation sur les aspects économiques et techniques des transports

(Point 9, a)

A sa 1760^e séance, le 12 mai 1971, le Conseil a décidé de ne prendre aucune décision quant au fond des projets de résolution dont il était saisi⁵².

⁵² E/L.1397 et E/L.1401.